

Avenant n° 100 du 12 février 2026

relatif à la revalorisation des salaires minima
et de la prime à l'obtention d'un CQP
au 1^{er} février 2026

NOR : ASET2650269M

IDCC : 1534

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Culture Viande ;

FNEAP,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

CFTC CSFV ;

FNAA CFE-CGC ;

FGA CFTD,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | *Champ d'application de l'avenant*

Le présent accord est applicable aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes.

Article 2 | *Revalorisation du salaire de base mensuel minimum au 1^{er} février 2026*

À compter du 1^{er} février 2026, la nouvelle grille s'établit comme suit :

Niveaux	Échelon 1	Échelon 2	Échelon 3
Ouvriers. Employés			
Niveau I	1 835 €	1 849 €	1 859 €
Niveau II	1 880 €	1 895 €	1 911 €
Niveau III	1 937 €	1 957 €	1 978 €
Niveau IV	2 019 €	2 050 €	2 081 €

Niveaux	Échelon 1	Échelon 2	Échelon 3
TAM			
Niveau V	2 132 €	2 164 €	2 194 €
Niveau VI	2 318 €	2 411 €	2 504 €
Niveau VII	2 664 €	2 766 €	2 869 €
Cadres			
Niveau VIII	3 245 €	3 564 €	3 739 €
Niveau IX	4 353 €	4 677 €	5 048 €
Niveau X	5 460 €	5 888 €	6 361 €

Article 3 | Revalorisation de la prime à l'obtention du CQP

Les partenaires sociaux, soucieux de favoriser le recours à la certification et d'en renforcer l'attractivité, conviennent de revaloriser la prime versée à l'obtention du certificat de qualification professionnelle (CQP). Son montant est porté à 800 €, à compter du 1^{er} février 2026.

En conséquence, les dispositions suivantes sont modifiées comme suit :

Article 9 de l'accord du 5 juillet 2023 relatif aux certificats de qualification professionnelle :

« Tout salarié ayant obtenu un CQP perçoit, à cette occasion, une prime d'un montant minimum de 800 €, versée à l'issue de la certification. »

Article 6 de l'avenant n° 1 à l'accord du 5 juillet 2023 relatif aux certificats de qualification professionnelle :

« Les partenaires sociaux rappellent les différentes gratifications existantes liées aux CQP et à l'encadrement pédagogique :

- prime à l'obtention du CQP (art. 9 de l'accord CQP du 5 juillet 2023) : tout salarié ayant obtenu un CQP perçoit, à cette occasion, une prime d'un montant minimum de 800 €, versée à l'issue de la certification. [...] »

Article 4 | Entreprises de moins de 50 salariés

Les parties signataires estiment que les dispositions du présent accord sont pleinement justifiées et applicables pour l'ensemble des entreprises qui relèvent de la branche ICGV. À ce titre, elles indiquent expressément que, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, l'objet du présent accord ne justifie pas la mise en place de mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 5 | Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur à compter de sa signature pour les entreprises adhérant à une organisation professionnelle d'employeurs signataire et au plus tard à compter de son extension.

Article 6 | Dépôt et extension

Le présent accord sera adressé, à l'issue du délai d'opposition de 15 jours, au ministère en vue de son extension, en deux exemplaires dont un sur support papier et l'autre sur support électronique, ainsi qu'au conseil de prud'hommes de Paris, selon les dispositions de

l'article D. 2231-2 du code du travail. Conformément à l'article L. 2231-5-1 du code du travail, l'accord sera publié dans la base de données nationale des accords.

Les parties signataires du présent accord conviennent que Culture Viande sera chargé de ces formalités de dépôt et de demande d'extension.

Fait à Paris, le 12 février 2026.

(Suivent les signatures.)